

L'année 2009 à Saint-Pierre-et-Miquelon Une inflexion qui résulte de facteurs internes

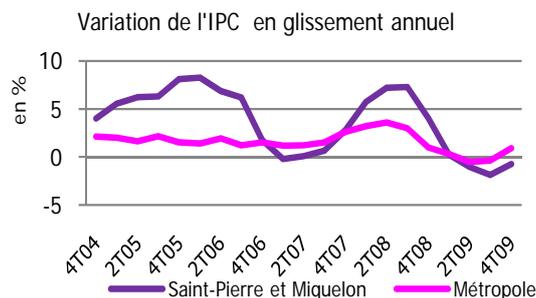
La conjoncture économique de Saint-Pierre-et-Miquelon est en retrait en 2009 par rapport à l'année précédente. Toutefois, contrairement à la plupart des DOM qui ont été affectés par la crise mondiale, l'inflexion de l'activité de l'archipel semble davantage liée à des facteurs internes. L'année 2009 a en effet été marquée par d'importantes difficultés de la desserte maritime, tant en fret qu'en passagers. En outre, la fermeture, pendant plusieurs mois, de la principale usine de transformation de poisson, réduisant les débouchés, a pénalisé l'activité de la pêche artisanale.

Malgré le contexte de baisse des prix, la consommation des ménages a été moins dynamique en 2009 qu'en 2008. En dépit d'une amélioration du marché de l'emploi observée sur les deux derniers mois de l'année, l'indicateur mensuel moyen de chômage s'est légèrement dégradé pour l'année 2009. L'évolution de l'investissement demeure bien orientée tant pour les ménages que pour les entreprises.

I – Une activité économique en demi-teinte

1 – Les prix

L'année 2009 se caractérise par un ralentissement des prix, avec une baisse des prix en glissement annuel à partir du 2^{ème} trimestre. Alors que la remontée des prix s'est amorcé dès le mois de novembre en métropole, le repli de l'indice des prix à la consommation s'est poursuivi sur l'archipel jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, la baisse s'est atténuée à fin décembre : - 0,8 % en glissement annuel, après -1,9 % à fin septembre. Cette évolution négative est imputable à la baisse des prix du fioul de chauffage et des carburants. Les prix des produits alimentaires et des services ont augmenté respectivement de 2,3 % et 1,7 % en glissement annuel (contre 3,9 % et 5,0 % en 2008).

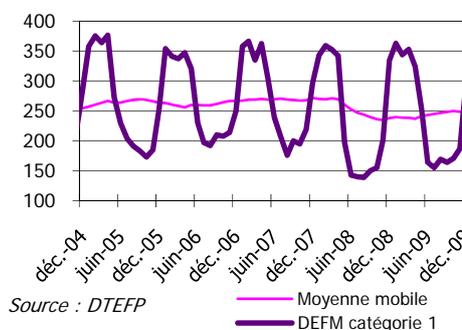


Source : Préfecture, INSEE

2 – L'emploi

L'indicateur mensuel moyen de chômage s'est légèrement dégradé en 2009, atteignant 7,7 % contre 7,4 % en 2008. Il demeure toutefois moins élevé qu'en 2007 (8,5 %). Le nombre mensuel moyen de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie 1 (recherche d'un CDI à temps plein) se chiffre à 246 en 2009 contre 238 en 2008, mais à 271 en 2007. En 2008, l'emploi avait été soutenu par le chantier de la construction du nouvel hôpital. En outre, la fermeture de la principale usine de traitement de poisson et d'une entreprise de transport maritime a contribué à accroître le nombre de licenciements pour motif économique (63 en 2009 contre 10 en 2008).

Nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1

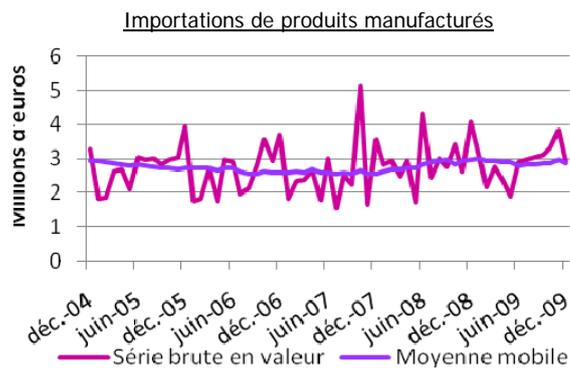


Source : DTEFP

Face aux 470 demandes d'emploi (toutes catégories confondues) enregistrées au cours de l'année 2009, 291 offres d'emploi ont été déposées (dont 10,9 % concernaient des CDI), parmi lesquelles 254 ont été pourvues. Le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP) est le secteur qui a déposé le plus grand nombre d'offres (50), suivi de l'administration publique (44).

3 – La consommation des ménages

La consommation des ménages a été moins soutenue qu'en 2008. Après un repli de 6,7 % sur le premier semestre, les importations de produits alimentaires ont progressé au cours du 3^{ème} trimestre pour finalement ralentir en fin d'année (- 11,1 % en cumul annuel). Les importations de produits manufacturés affichent une baisse de 3,7 % sur un an, mais restent en progression de 11,9 % par rapport à 2007. Le nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme demeure stable (231 en 2009, 237 en 2008). En revanche, les crédits à la consommation (13,249 millions d'euros à fin 2009) progressent de 34,2 % en glissement annuel (+ 3,380 millions d'euros).



Source : Douanes

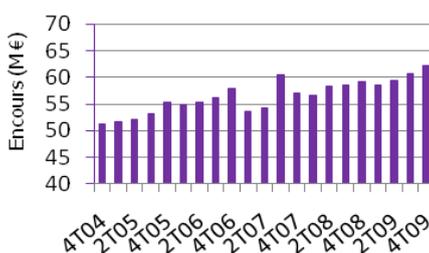
4 – L'investissement

La croissance de l'investissement des ménages s'est poursuivie. L'encours des crédits à l'habitat a augmenté de 5,1 % en 2009 après 3,6 % en 2008, atteignant 62,106 millions d'euros à fin décembre. Ceux-ci représentent un peu plus de 80 % de l'endettement des ménages et près de 50 % des financements accordés à l'économie par les établissements de crédit.

L'évolution de l'investissement des entreprises est plus contrastée. Après deux baisses consécutives aux 2^{ème} et 3^{ème} trimestres (respectivement - 14,0 % et - 10,9 % en glissement annuel), l'encours sain des crédits aux entreprises affiche une progression de 7,7 % sur un an au 31 décembre 2009. Les crédits d'investissement (28,281 millions d'euros à fin 2009), qui constituent 82 % des encours des entreprises, se sont accrus de 23,7 % au 4^{ème} trimestre. La progression des immatriculations de véhicules utilitaires s'est ralentie mais reste encore positive : + 5,9 % en 2009, après + 49,4 % en 2008.

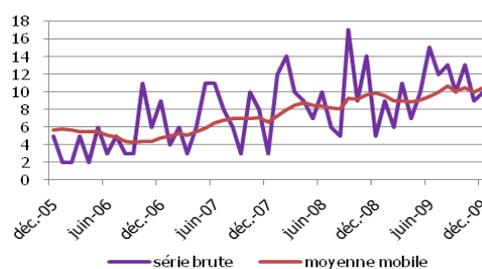
La commande publique dans le secteur du BTP s'élève à 26,9 millions d'euros en 2009 contre 23,5 millions d'euros l'année précédente. L'exécution des travaux tend cependant à se stabiliser autour de 18 millions d'euros.

Evolution des crédits à l'habitat des ménages



Source : IEDOM

Immatriculations de véhicules utilitaires



Source : Préfecture

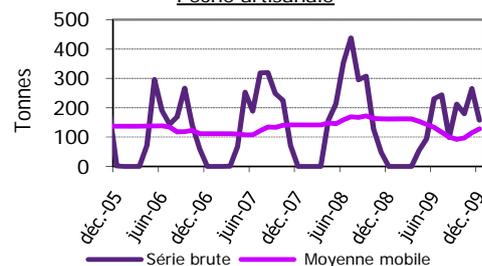
5 – Analyse sectorielle

• La pêche

L'activité de la pêche artisanale est en retrait, le cumul des captures de la saison (1 760 tonnes) a diminué de 9,2 % par rapport au cumul de la saison 2008.

En revanche, les prises de morue se sont accrues de 39,4 % (en cumul sur la saison). L'intégralité du quota de morue a pu être pêchée grâce à une gestion plus fine des quotas et à l'allongement de la saison permise par l'acquisition d'un bateau de 35 mètres adapté aux conditions hivernales de mer.

Pêche artisanale

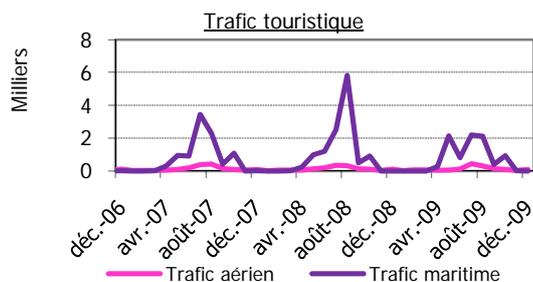


Source : Affaires maritimes

• Le tourisme

Les dysfonctionnements du transport maritime en passagers ont pénalisé la fréquentation touristique de l'archipel durant la période estivale (85 % des touristes empruntent la voie maritime pour se rendre à Saint-Pierre). Le nombre de touristes entrés sur le territoire en 2009 enregistre au total une réduction de 24,7 % en cumul annuel.

Cette baisse de la fréquentation touristique a eu un impact sur l'activité des commerces et de la restauration, qui a été moins dynamique qu'en 2008.



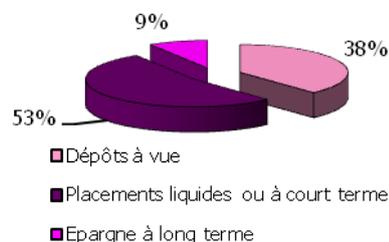
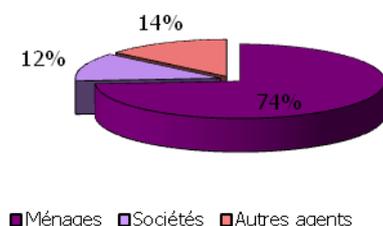
II – Une activité bancaire orientée à la hausse

1- Progression des dépôts bancaires

Les actifs financiers de la clientèle ont augmenté de 6,2 % sur un an pour atteindre le niveau historiquement élevé de 209,6 millions d'euros au 31 décembre 2009.

Les ménages de l'archipel détiennent une part prépondérante des actifs (74 %), les entreprises 12 % et les autres agents 14 %. Les actifs sont répartis entre les dépôts à vue (38 %), les placements liquides ou à court terme (53 %) et l'épargne à long terme (9 %).

Dans un contexte de baisse des taux d'intérêt à court terme, les agents économiques se sont davantage positionnés en faveur de placements à long terme. Ainsi, l'épargne à long terme, principalement constituée de contrats d'assurance-vie (60 %), a enregistré la plus forte progression (+ 21,7 %), tandis que les placements liquides ou à court terme ont stagné (+ 0,4 %). Les dépôts à vue, détenus à 44 % par les ménages, se sont accrus de 11,8 % sur un an. Ils ont progressé de 19,8 % dans le cas des entreprises et de 29,0 % pour les ménages, tandis que les dépôts à vue des autres agents ont reculé de 11,2%.



2 – Evolution contrastée des crédits bancaires

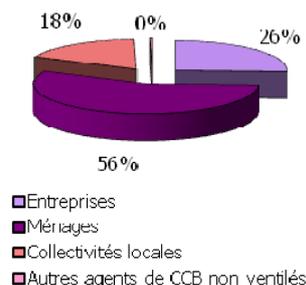
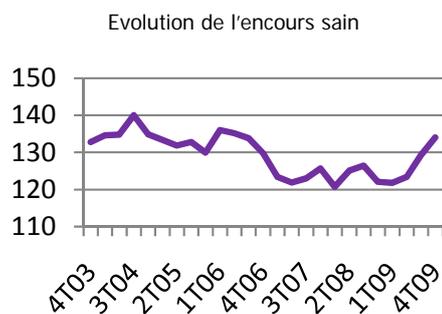
Les concours bruts¹ de l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) ont progressé de 6,6 % sur un an pour s'établir à 147,227 millions d'euros à fin 2009. Ces encours sont consentis à hauteur de 85 % par des établissements de crédit locaux.

L'encours des crédits sains a augmenté de 9,9 % sur un an. Cette croissance des engagements soutenue par les crédits d'investissement concerne l'ensemble des agents : + 5,680 millions d'euros pour les ménages, + 4,125 millions d'euros pour les collectivités locales, + 2,446 millions d'euros pour les entreprises.

Les concours bancaires sont principalement destinés aux ménages (56 %), la part des entreprises s'élève à 26 %, celle des collectivités locales à 18 %.

Le taux de créances douteuses brutes s'est amélioré tout au long de l'année pour s'établir à 8,9 % au 31 décembre 2009, il se situe sous le seuil de 10 % pour la première fois depuis 2005.

¹ Concours bruts = encours sain + créances douteuses brutes

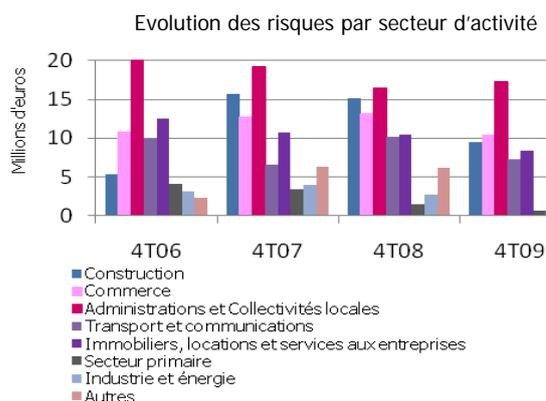


Le montant global des déclarations de risques auprès du Service Central des Risques de la Banque de France est en repli de 4,0 % sur un an à 74,951 millions d'euros.

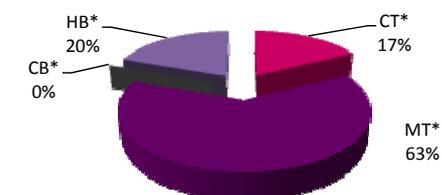
L'encours de risques le plus élevé est porté par le secteur Administrations et Collectivités locales qui représente 23 % des risques de la place, soit 17,267 millions d'euros, en hausse de 4,6 % sur un an.

L'encours du secteur de la Construction s'est replié (- 37,3 % sur un an, soit - 5,648 millions d'euros) et ne représente plus que 13 % des encours de la place (contre 19 % au 4ème trimestre 2008). Cette évolution est imputable à la baisse de 1,966 millions d'euros des crédits à court terme et de 3,390 millions d'euros des engagements de garantie générés dans le cadre du financement du chantier du nouvel hôpital.

Le Commerce (14 % de l'encours total) a enregistré également une diminution significative : - 21,4 % sur un an (- 2,824 millions d'euros). Le secteur Transports et communications (10 % de l'encours total) et les Activités immobilières (11 % de l'encours total) se replient respectivement de 28,0 % et de 20,0 %.



Répartition des risques par nature



CT : court terme ; MT : moyen et long terme ;
CB : crédit bail ; HB : hors bilan

3 – Evolution de l'organisation du système bancaire

L'exercice 2009 a été marqué par l'opération de fusion – absorption, à la fin du premier semestre, du Crédit Saint-Pierrais par la Banque des Iles, qui porte désormais le nom de Banque de Saint-Pierre-et-Miquelon. Première banque de la place, la BDSPM devient le principal acteur local du marché du crédit aux entreprises.

Dans le cadre du plan de soutien au financement des petites et moyennes entreprises et du plan de relance de l'économie française, de nouvelles sections au sein du Fonds de Garantie de Saint-Pierre-et-Miquelon (FGSPM) ont été créées au second semestre 2009, en faveur des financements bancaires courants et des opérations de consolidation des crédits à court terme des entreprises.